



Réf : DG/7/6 / 2012

Rabat, le 14 décembre 2012

Note
à l'attention de Monsieur le Ministre

Objet : Plan d'action 2013 pour l'Amérique latine.

En application de vos instructions et en prévision de la réunion de travail prévue prochainement avec Monsieur le Ministre, Monsieur le Ministre Délégué et Monsieur le Secrétaire Général au sujet de l'examen du plan d'action pour l'Amérique latine au titre de l'année 2013, j'ai l'honneur de soumettre à votre aimable appréciation, ci-joint, les principales propositions de cette Direction en l'objet.

Présentation

L'élaboration du plan d'action 2013 pour l'Amérique latine s'inscrit dans le prolongement des réalisations entreprises durant les années précédentes, *de manière à préserver les acquis obtenus, jusqu'à présent, par le Maroc dans la région*, notamment auprès des pays amis, tout *en cherchant à consolider les initiatives dans les domaines d'intervention qui nécessitent une meilleure attention*.

Pour ce faire, il est nécessaire de comprendre, dans un premier temps, **le contexte politique qui caractérise le continent latino-américain** à la lumière des dernières évolutions qu'il a enregistrées afin de mieux cerner *les défis auxquels le Maroc est appelé à faire face dans le cadre du déploiement de sa stratégie diplomatique en direction des pays latino-américains*.

La situation est telle aujourd'hui que sur le continent latino-américain, 10 pays (dont Cuba) reconnaissent toujours la pseudo « RASD » contre 9 (dont la République Dominicaine) qui ne reconnaissent pas cette entité fantôme, ce, au moment où *l'activisme des séparatistes n'a cessé de croître dernièrement dans la région* pour obtenir soit plus de soutiens à leurs thèses mensongères soit des revirements de positions de la part des pays amis du Maroc.

L'objectif principal étant de contrecarrer les manœuvres de nos détracteurs sur le continent, lesquelles devraient s'intensifier avec le retour du dénommé Haj Ahmed Barrikalah à son « poste traditionnel » de soi-disant « ministre » de la pseudo « RASD » pour l'Amérique latine, notre pays est appelé à *identifier les divers Etats du continent qui doivent faire l'objet d'une action renforcée, ce, au regard de diverses considérations justifiant de l'intérêt devant leur être accordé*.

C'est dans ce cadre que le déploiement de notre action diplomatique se propose de cibler :

- les pays amis du Maroc siégeant au Conseil de Sécurité des Nations Unies,
- les pays latino-américains amis traditionnels à préserver,
- les pays latino-américains acquis aux séparatistes mais pouvant être récupérés.

Partant des différents constats observés dans les relations de notre pays avec ces divers Etats, il s'agira de mettre en place un plan d'action ambitieux voué principalement au renforcement :

- *du partenariat politique*, en consolidant les échanges de visites non seulement au niveau gouvernemental dans le cadre de consultations politiques plus régulières avec les pays ciblés mais également parlementaire pour une meilleure présence du Maroc au niveau législatif. Dans le même sens, il conviendra d'accorder la priorité aux actions à même d'être déployées auprès des partis politiques, notamment de gauche, des Organisations Non Gouvernementales, des milieux associatifs, universitaires, académiques, médiatiques et de la société civile, auprès desquels les séparatistes se livrent à de véritables campagnes de désinformation.
- *du partenariat économique et commercial* avec les pays latino-américains, lequel reste très en deçà des potentialités réelles de coopération, notamment avec les pays ciblés. Les actions doivent permettre de parvenir à la conclusion d'accords commerciaux avec ces pays, l'organisation de missions d'hommes d'affaires marocains, la participation du Maroc aux principales foires organisées dans les pays ciblés, ainsi que la réunion des Commissions Mixtes.
- *de la présence du Maroc au niveau régional* par une participation plus active au sein des diverses organisation régionales ouvertes à une adhésion de pays tiers en tant que membres observateurs.

PLAN D'ACTION 2013 POUR L'AMERIQUE LATINE

I/ CONTEXTE DU DEPLOIEMENT DIPLOMATIQUE DANS LA REGION :

- **Activisme permanent des séparatistes** : l'Amérique Latine est en proie, depuis ces derniers mois, à un activisme acharné des séparatistes, qui ont intensifié leurs manœuvres auprès des divers milieux latino-américains, notamment gouvernementaux, parlementaires, académiques et de la société civile, pour obtenir des soutiens et des revirements de positions à l'égard de la question du Sahara. Les soi-disant « ambassadeurs en mission » de la pseudo « RASD » présents sur place dans divers pays latino-américains (Argentine, Brésil, Chili, Colombie et Pérou) s'activent fortement auprès de ces milieux, parallèlement aux manœuvres menées par les soi-disant « ambassadeurs sahraouis » basés au Venezuela, au Panama, au Nicaragua, au Mexique, à Cuba et en Uruguay. (Cf. fiche « *activisme des séparatistes* » en annexe).

- **Retour du dénommé Haj Ahmed Barikalah** : cet activisme se voit renforcé par le récent retour du dénommé Haj Ahmed à « son poste traditionnel » de soi-disant « ministre » de la pseudo « RASD » pour l'Amérique latine, qui remplace, depuis peu, le dénommé Yeslem Beissat, dans le cadre d'une réorientation de la stratégie des séparatistes afin de se « replacer » de manière plus agressive dans la région. Haj Ahmed est le « seul véritable élément actif » en Amérique latine, de par « sa capacité de coordination » entre les relais et comités de soutien acquis à la pseudo « rasd », sa parfaite maîtrise de la langue espagnole, « son aisance » devant les médias et son activisme acharné auprès des milieux latino-américains, avec l'appui des « réseaux de sympathie » qu'il a réussi à se forger durant de longues années passées dans la région.

- **Des pays latino-américains amis à préserver impérativement** : ces dernières années, le Maroc a engagé une dynamique de renforcement du partenariat politique et économique avec les pays latino-américains amis, notamment le Brésil, le Chili, la Colombie, la République Dominicaine et le Guatemala, pour préserver les acquis obtenus et renforcer la présence du Maroc auprès d'eux. Les positions d'appui de ces partenaires au Maroc restent certaines, cette dynamique devant se poursuivre et se maintenir.

- **Des pays amis, en posture fragile, face à l'influence d'une gauche montante** : D'autres Etats, en revanche, comme le Pérou et l'Argentine se trouvent dans des postures fragiles pouvant souffrir d'une forte influence de la part des séparatistes. Au Pérou, nos détracteurs tentent de mettre à profit l'appui accordé par le parti au pouvoir « Gana Peru » à « l'indépendance du peuple sahraoui » pour obtenir une éventuelle reconnaissance de la pseudo « RASD » par le gouvernement de ce pays. En Argentine, l'accentuation de l'orientation idéologique de gauche de la Présidente Kirchner, symbolisée par un sérieux rapprochement de son pays avec le Venezuela, semblerait laisser un terrain fertile aux séparatistes pour infiltrer les milieux de gauche argentins, notamment au niveau parlementaire, académique et de la société civile pour obtenir des soutiens en faveur de la pseudo « RASD ». Par ailleurs, des Etats tels le Honduras et le Costa Rica, qui restent ciblés par les séparatistes, doivent se voir prêter une attention particulière de la part de notre pays.

- **Des pays latino-américains à récupérer** : les séparatistes ont pu obtenir des revirements de position de la part de pays anciennement acquis au Maroc, tels le Salvador, le Paraguay et l'Uruguay, ces Etats devant également entrer dans le champs d'action du Maroc, à court, moyen ou long terme. Dans le même sens, une action réorientée en direction du Mexique s'impose dans la mesure où l'arrivée au pouvoir des nouvelles autorités gouvernementales

pourrait ouvrir des perspectives positives. Le Panama reste également un pays en direction duquel des actions de sensibilisation sont à mener, sachant que le gouvernement de droite actuellement en place pourrait être plus enclin à l'ouverture d'une nouvelle page dans ses relations avec le Maroc.

- ***Des pays irrécupérables entièrement acquis aux séparatistes*** : il s'agit des pays membres de « l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique » (ALBA) composée de la Bolivie, de l'Equateur, du Venezuela et du Nicaragua avec lesquels il est impossible dans les circonstances actuelles d'engager un dialogue constructif. Tant que les gouvernements de ces Etats n'auront pas changé (élections présidentielles), ils continueront de constituer « le fief » des séparatistes.

- ***Repositionnement du Maroc dans le cadre du jeu des nouvelles alliances régionales*** : l'action diplomatique du Maroc doit prendre en considération le jeu des nouvelles alliances politico-régionales en Amérique latine, de manière à assurer un repositionnement du Maroc au sein des principales organisations sur le continent, ce, afin d'en tirer profit tant sur le plan bilatéral que multilatéral et contrecarrer l'activisme des séparatistes dans la région. « L'Alliance du Pacifique » (Chili, Pérou, Colombie et Mexique) doit, dans ce cadre faire l'objet d'une attention particulière, au même titre que la Communauté des Etats Latino-américains et des Caraïbes (CELAC), et les différents parlements régionaux. Une réévaluation des relations avec le « Mercosur » est également à envisager suite aux nouvelles évolutions enregistrées au niveau de cette instance régionale (entrée du Venezuela, de la Bolivie et prochainement de l'Equateur au sein du Mercosur).

- ***Une importante communauté juive marocaine à mettre à profit*** : la communauté juive marocaine présente en Amérique latine est de nature à apporter une importante contribution dans la mise en contact avec les sphères d'influence des pays où elle réside. Se trouvant souvent proche des centres de décision et bien introduite au sein des milieux gouvernementaux, économiques et financiers ou des milieux associatifs et de la société civile, comme il en est le cas en Argentine ou au Venezuela, le Maroc gagnerait à l'impliquer davantage dans sa stratégie diplomatique.

Dans ce contexte, cette Direction accordera ***un intérêt particulier aux pays latino-américains siégeant en tant que membres non permanents au sein du Conseil de Sécurité des Nations, à savoir l'Argentine et le Guatemala, aux alliés traditionnels et interlocuteurs privilégiés du Maroc, en l'occurrence le Brésil, le Chili et la Colombie, de même qu'aux pays où l'activisme des séparatistes s'est fortement renforcé, tels le Pérou, le Salvador et le Mexique.***

II/ PAYS CIBLES POUR L'ANNEE 2013 :

A/ PAYS LATINO-AMERICAINS SIEGEANT AU CONSEIL DE SECURITE :

1/ L'ARGENTINE : L'intérêt d'une action renforcée en direction de l'Argentine, qui n'a jamais reconnu la pseudo « RASD », réside dans les faits suivants :

- L'Argentine vient d'être élue en tant que membre non permanent au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période 2013/2014, situation qui doit amener à l'établissement d'une étroite coordination avec ce pays, tant sur le plan bilatéral qu'au niveau dudit Conseil ;
- Dans le contexte de cette élection, l'activisme des séparatistes en Argentine n'a cessé de s'intensifier particulièrement au niveau parlementaire, des Organisations Non Gouvernementales, des milieux académiques et de la société civile du pays. Il faut

s'attendre à ce que les manœuvres des séparatistes se multiplient davantage durant l'année 2013 avec le retour du dénommé Haj Ahmed au poste de soi-disant « ministre » pour l'Amérique latine ;

- Ce pays semble vouloir accentuer son orientation idéologique de gauche, la Présidente argentine ayant multiplié les déclarations populistes et tentant de restructurer ses soutiens au sein de la gauche et de la jeunesse argentine, réunie au sein de la « Campora », un puissant mouvement qui prend de l'ampleur. Une telle accentuation idéologique peut représenter un terrain fertile aux thèses des séparatistes.
- Le rapprochement opéré par l'Argentine en direction du Venezuela reste également un facteur de crainte. La Présidente argentine semble s'identifier de plus en plus au Président Chavez en opérant dans le même cadre un rapprochement des pays de l'ALBA dont notamment l'Equateur et la Bolivie. En témoigne l'adhésion du Venezuela et de la Bolivie au MERCOSUR alors que l'Equateur doit bientôt rejoindre cette organisation régionale.
- La réunion du mécanisme des consultations politiques entre nos deux pays, demandé par la partie argentine à plusieurs reprises, n'est toujours pas intervenue.

2/ LE GUATEMALA : La dynamique de renforcement des relations engagée avec ce pays qui ne reconnaît pas la pseudo « RASD », doit être consolidée du fait que :

- Le Guatemala siège en tant que membre non permanent au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies depuis le 1^{er} janvier 2012 au même titre que le Maroc, les deux pays devant poursuivre leur coordination étroite sur les principales questions d'intérêt commun et d'actualité internationale ;
- Le pays est actuellement dirigé par un gouvernement de droite qui reste favorable aux positions du Maroc, notamment sur la question du Sahara ;
- L'ouverture récente de l'Ambassade du Maroc au Guatemala a permis de renforcer la présence de notre pays dans ce pays mais également en Amérique centrale. Les actions engagées en direction des autres pays notamment le Costa Rica, le Honduras et le Salvador doivent se renforcer à partir de Guatemala City ;
- Le Guatemala abrite le siège du Parlement centraméricain (PARLACEN), ce qui permet à notre pays, dans l'attente de définir une éventuelle demande d'obtention du statut de membre observateur auprès de cette instance, d'y assurer une présence pour contrecarrer toutes manœuvres des séparatistes au sein de cet espace régional ;
- L'appartenance du Guatemala au Système d'Intégration Centraméricain (SICA), organisation régionale de caractère économique, est de nature à permettre un meilleur positionnement de notre pays dans la région, notamment par rapport aux projets de coopération susceptibles de pouvoir être développés dans le cadre de cette organisation régionale ;
- Le Guatemala est un pays confronté au trafic de drogue et au terrorisme, principal défi du gouvernement actuel, d'où la possibilité de définir des projets de coopération conjoints dans ce domaine ;
- Le Guatemala fait face comme le Maroc à la problématique de la migration et des réseaux d'immigration clandestine, des thèmes pouvant constituer une base de coopération entre nos deux pays ;

- Le litige frontalier entre le Guatemala et Belize, pays qui reconnaît la pseudo « RASD » peut être mis à profit pour continuer de bénéficier de l'appui du Guatemala quant à notre Cause Nationale, l'objectif étant de réitérer au Guatemala le soutien du Maroc sur cette affaire, bien qu'elle n'ait pas la même portée politique ;
- Le positionnement du Guatemala dans son environnement commercial régional est de nature à faciliter une dynamisation des échanges commerciaux entre nos deux pays, qui restent quasi inexistantes.

B/ PAYS LATINO-AMERICAINS AMIS TRADITIONNELS A PRESERVER :

Ces pays, qui ne reconnaissent pas la pseudo « RASD » doivent continuer de constituer une priorité pour le Maroc notamment au regard des éléments suivants :

1/ LE BRESIL :

- Le Brésil, au regard de sa position géostratégique, de son poids politique, économique et commercial dans la région et de son influence idéologique sur les autres Etats constitue l'interlocuteur privilégié du Maroc sur le continent sud-américain à la fois au niveau bilatéral, régional et multilatéral ;
- Son influence au sein des regroupements interrégionaux, notamment des Sommets Amérique du Sud/Pays Arabes (ASPAS) et Amérique du Sud/Afrique (ASA) en plus de la Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud (ZPCAS), à laquelle notre pays souhaite adhérer, doit être continuellement mise à profit pour garantir une forte présence du Maroc au niveau régional ;
- Le Brésil, dans sa stratégie visant à contrer l'influence sans cesse grandissante du Venezuela dans la région, semble avoir opéré un rapprochement de plus en plus croissant avec ce pays, rapprochement pouvant s'avérer favorable aux séparatistes. En témoigne l'adhésion du Venezuela au Mercosur avec la « bénédiction » de Brasilia ainsi que la coopération énergétique de plus en plus accrue entre les deux pays. A cela s'ajoute les récentes déclarations de la Présidente Rousseff en faveur de la réélection du Président Chavez ;
- Le Maroc ne dispose toujours pas d'un Ambassadeur présent à Brasilia, depuis plus d'un an, ce qui a été quelque peu mal perçu par les autorités gouvernementales qui ne comprennent pas la situation. Cette absence a quelque peu affecté le rythme dans les relations bilatérales, laissant le terrain propice aux ennemis de notre intégrité territoriale ;
- L'Activisme des séparatistes n'a cessé de s'intensifier au Brésil ces derniers mois notamment auprès des milieux parlementaires, des ONGs et de la société civile du pays ;
- Le Brésil est le seul véritable partenaire commercial du Maroc dans la région, argument de taille utilisé auprès des autres pays de la région pour les séduire sur les opportunités d'affaires avec le Maroc ; La présence de l'OCP à Brasilia est à renforcer et à mettre à profit ;
- Le Brésil est actuellement le plus grand marché mondial des énergies renouvelables et représente plus de 90% des nouveaux investissements dans ce secteur (hydroélectricité, éolien, biomasse et biocarburants) en Amérique latine, ce qui est de nature à être exploité pour le développement d'une coopération en la matière ;

- Notre Ambassade à Brasilia couvre également le Paraguay, pays en direction duquel des actions devront être déployées dans la perspective des prochaines élections présidentielles d'avril 2013. Bien que ce pays soit actuellement isolé au niveau international, son retour dans le concert des nations sud-américaines devra être exploité par notre pays pour obtenir un retrait de la reconnaissance de la pseudo « RASD » par Assomption ;
- Seul véritable allié du Maroc au sein du Mercosur (outre l'Argentine), l'appui du Brésil en faveur de notre pays est à préserver au sein de cette organisation régionale qui vient d'accueillir le Venezuela et la Bolivie.

2/ LE CHILI :

- L'activisme des séparatistes n'a cessé de s'y intensifier, ces derniers mois, d'autant plus que ce pays constitue une des principales « bases arrière » des séparatistes en Amérique latine, du fait de la présence de d'importants relais leur servant dans la divulgation de leurs propagandes au niveau régional, tel le député Silva Président de « l'Association latino-américaine de soutien au peuple sahraoui » ;
- Le Chili est un membre influent de l'Alliance du Pacifique, qui s'érige en contrepoids à l'ALBA et au Mercosur, élément à même d'être mis à profit pour garantir une présence marocaine au sein de ce regroupement régional à caractère économique.
- Le Chili est un important partenaire commercial du Maroc qui a décidé d'ouvrir un bureau commercial à Casablanca dans le cadre d'une dynamique de renforcement des relations économiques bilatérales engagée dernièrement, parallèlement à l'enclenchement de négociations pour la conclusion d'un accord commercial préférentiel devant ouvrir la voie à un accord de libre échange à long terme. L'ouverture de ce bureau devrait permettre d'associer d'autres pays de l'Alliance du Pacifique, à savoir la Colombie, le Mexique et le Pérou ;
- La récente victoire de la gauche chilienne aux municipales pourrait augurer de son retour au pouvoir lors des prochaines législatives et présidentielles prévues en 2013, les acquis obtenus auprès du gouvernement de droite actuel devant être renforcés sachant qu'il est favorable aux positions du Maroc notamment sur la question du Sahara.

3/ LA COLOMBIE :

- Seul gouvernement de droite dans la région, entouré par trois pays qui reconnaissent la pseudo « RASD » dont le Panama, le Venezuela, l'Equateur, ses positions restent favorables au Maroc sur la question du Sahara ;
- L'activisme des séparatistes reste toujours virulent au niveau parlementaire, des ONG, de la société civile et des Universités du pays ;
- Membre influent de l'Alliance du Pacifique, la Colombie peut contribuer à faciliter une adhésion de notre pays à ce regroupement régional ;
- La prochaine ouverture de l'Ambassade de Colombie à Rabat est de nature à insuffler une nouvelle dynamique à la coopération, d'où la nécessité de poursuivre les actions en direction de ce pays ;

- La Colombie, dont le mandat au Conseil de Sécurité des Nations Unies arrive à terme le 31 décembre 2012, a su maintenir avec le Maroc une étroite coordination au niveau dudit Conseil, dynamique qui doit être maintenue au niveau bilatéral et multilatéral ;
- Ce pays étant confronté au terrorisme et au trafic de drogue, il reste plus réceptif aux positions marocaines concernant l'insécurité au Sahel de même que la question du Sahara ;
- Notre Ambassade à Bogota couvre, en plus de l'Equateur, le Panama, pays devant être suivi de près dans la perspective de l'ouverture éventuelle d'une nouvelle page dans les relations bilatérales ;
- La Colombie abrite le siège du Parlement Andin (PARLANDINO), institution auprès de laquelle des démarches se trouvent engagées pour bloquer tout octroi du statut de membre observateur à la pseudo « RASD » ;

C/ PAYS LATINO-AMERICAINS A RECUPERER :

Ces pays, qui reconnaissent la pseudo « RASD », doivent entrer dans le champ d'action de notre diplomatie au titre de l'année 2013 afin de les ramener à de meilleurs sentiments à l'égard de notre Cause Nationale, et ce au regard des considérations suivantes :

1/ LE SALVADOR :

- Une dynamique a été enclenchée avec le Salvador, sur le plan politique, depuis la présentation des copies figurées des lettres de créance par l'Ambassadeur du Salvador à Madrid, laquelle a donné lieu à un projet de visite du Ministre salvadorien des Relations Extérieures, initialement prévue les 19 et 20 novembre, mais reportée à février ou mars 2013 ; A signaler que le Salvador maintient toujours une position ambiguë sur la question du Sahara sachant que le parti de gauche au pouvoir « FLMN » appuie les thèses des séparatistes et entretient des relations avec la pseudo « RASD » ;
- Dans ce cadre, un communiqué conjoint a été préparé incluant un paragraphe sur la question du Sahara, lequel en principe aurait reçu l'aval des autorités salvadoriennes. Ce communiqué conjoint devra être signé à l'occasion de la prochaine visite du MAE salvadorien au Maroc ;
- Sur le plan parlementaire, une délégation de la Chambre des Représentants a effectué en 2012 une visite au Salvador et s'est entretenue avec les autorités salvadoriennes parlementaires, ce qui a permis de baliser le terrain pour une redynamisation des relations bilatérales avec ce pays ;
- L'activisme des séparatistes s'est renforcé dernièrement au Salvador, sachant que ce pays est couvert par la soi-disant Ambassade de la pseudo « RASD » au Nicaragua ;
- Les prochaines élections présidentielles pourraient amener la droite au pouvoir, laquelle a réalisé un score important aux dernières législatives, d'où la nécessité de concentrer les efforts sur ce pays pour anticiper un éventuel retour de cette droite à la Présidence ;

- Le volet de la lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé constitue un créneau sur lequel les deux pays peuvent établir une étroite coopération basée notamment sur l'échange d'expériences et la signature d'accords en la matière ;
- Le volet commercial étant inexistant, la contribution du Consul Honoraire du Salvador à Casablanca, M. Said Laalej peut être mise à profit dans le rapprochement entre nos deux pays.

2/ LE MEXIQUE : pays qui reconnaît la pseudo « RASD », l'arrivée des nouvelles autorités gouvernementales et du « Parti Révolutionnaire Institutionnel » (PRI) au pouvoir, pourraient constituer une occasion pour engager de nouvelles actions en direction du Mexique de manière à conférer un souffle nouveau aux relations bilatérales, sachant que :

- la récente célébration du cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays a conféré une meilleure visibilité à l'action déployée par le Maroc dans ce pays et à sa présence auprès des divers milieux mexicains ;
- La participation du Maroc aux cérémonies d'investiture du nouveau Président a permis à notre pays de se repositionner sur la scène mexicaine, d'autant plus que la présence des séparatistes auxdites cérémonies n'a pas bénéficié de la médiatisation souhaitée et d'une attention particulière de la part des nouvelles autorités mexicaines ;
- L'orientation économique que le nouveau gouvernement semble vouloir imprimer à la politique étrangère avec la nomination d'un Ministre technocrate spécialisé dans les questions économiques est de nature à être exploitée par le Maroc afin de renforcer sa position au Mexique en faisant valoir les aspects commerciaux plutôt que politiques ;
- Les efforts menés par le Mexique dans la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité constituent un créneau de coopération à développer entre les deux pays de manière à renforcer les contacts et les échanges avec les autorités gouvernementales. Le thème de la lutte contre l'immigration clandestine offre également de réelles perspectives de coopération ;
- La présence des séparatistes au Mexique semble se limiter à la participation de la soi-disant « ambassade » de la pseudo « RASD » à Mexico aux activités essentiellement culturelles, le volet politique pouvant être investi par le Maroc avec une prise de contact régulière auprès des autorités gouvernementales du pays ;
- Membre de l'Alliance du Pacifique, ce regroupement régional peut représenter un cadre idoine pour un meilleur rapprochement avec le Mexique. L'éventuelle participation du Mexique au bureau commercial que le Chili ouvrira à Casablanca serait de nature à faciliter un meilleur positionnement du Maroc au Mexique notamment sur le plan économique et commercial ;
- La nouvelle configuration de la majorité partisane au Parlement mexicain, désormais dominé par le PRI au lieu du PRD, pourrait ouvrir des opportunités de dialogue fructueux pour bloquer toutes motions ou résolutions favorable aux séparatistes avec l'établissement d'un programme d'échange de visites au niveau parlementaire entre nos deux pays.

3/ L'URUGUAY : Bien que ce pays reconnaisse la pseudo « RASD », il est possible de l'intégrer dans le plan d'action 2013 en raison du fait que :

- la prochaine tenue à Montevideo de la réunion de la « ZPCAS » à laquelle le Maroc a demandé à participer (janvier 2013) pourrait offrir l'occasion d'entamer des contacts avec les autorités en place et de les sensibiliser sur notre Cause Nationale.

IV/ UN CAS PARTICULIER A SUIVRE : LE PEROU. Le Pérou semble afficher une position non encore déterminée de manière définitive sur la question du Sahara, puisque ce pays examine toujours « la convenance ou l'inconvenance que signifie pour ses intérêts » la suspension des relations avec la pseudo « RASD », bien qu'il semble marquer une préférence pour les thèses des séparatistes. Une action renforcée du Maroc en direction de ce pays répond aux considérations suivantes :

- Les derniers développements au Pérou laissent craindre que ce pays s'oriente, à terme, vers un éventuel changement de sa position officielle sur la question du Sahara, ce, dans le prolongement des interrogations déjà soulevées par notre pays, à cet égard, depuis l'arrivée au pouvoir, en juillet 2011, du Président péruvien, M. Ollanta Humala et de son parti de gauche « Gana Peru », dont le programme gouvernemental appelle, dans son point intitulé « solidarité internationale », à appuyer « l'indépendance du peuple sahraoui » ;
- Bien que les inquiétudes autour d'un tel risque aient été quelque peu dissipées, tant par le succès d'actions continues menées par notre Ambassade au Pérou et ce Département, pour contrecarrer les manœuvres des séparatistes à Lima (notamment depuis la mise en échec de la participation des séparatistes à la cérémonie d'investiture du Président péruvien, en juillet 2011), que par la dernière visite au Maroc, du 30 janvier au 02 février 2012, du Ministre péruvien des Relations Extérieures, M. Rafael Roncagliolo, et les déclarations positives qu'il avait faites à l'égard de notre Cause Nationale, il semble, aujourd'hui, que contrairement à ces déclarations, les autorités péruviennes seraient enclins à opter pour une éventuelle reconnaissance de la pseudo « RASD » ;
- Une lettre a été adressée, en date du 09 mars 2012, par le Ministre péruvien des Relations Extérieures au Président de la Commission des Relations Extérieures du Congrès péruvien, au sujet de la situation actuelle dans les relations entre le Pérou et la pseudo « RASD », laquelle jette un doute sérieux sur les véritables intentions des autorités péruviennes à l'égard de notre Cause Nationale, en mettant en évidence une position fortement ambiguë. Bien que le Ministre péruvien ait rappelé, dans le seul paragraphe favorable à notre pays, la position qu'il avait exprimé lors de sa dernière visite au Maroc, à savoir que le Pérou « a toujours appuyé et continue d'appuyer une solution politique, négociée, juste, durable et mutuellement acceptable entre les parties, dans le cadre des Nations Unies », ainsi que le « processus de négociations en cours », les nombreux éléments inclus dans sa lettre, semblent aller dans le sens d'une position confortant plutôt les séparatistes et traduisant, de cette manière, une volonté manifeste de la part du Pérou de vouloir renforcer ses liens avec la pseudo « RASD » ;
- L'ambiguïté de cette position est d'autant plus inquiétante que la lettre en question fait référence à « la réflexion et à l'analyse exhaustive que le gouvernement péruvien » semblerait toujours mener « sur le thème de ses relations » avec la pseudo « RASD », afin de pouvoir, « le moment opportun, décider et agir de manière adéquate » en l'objet, sans que ce même gouvernement n'ait toutefois répondu favorablement, jusqu'à présent, à la proposition formulée par notre pays pour qu'une délégation péruvienne effectue une visite dans nos Provinces du Sud, de manière à compléter avec objectivité « l'analyse et la réflexion » en question et contrebalancer ainsi le contenu du rapport élaboré par la délégation péruvienne qui s'était rendue à Tindouf, du 03 au 09 octobre 2011 ;

- Les séparatistes ne cessent d'exercer de fortes pressions pour une telle reconnaissance, tant au niveau du Congrès péruvien et du parti de gauche au pouvoir « Gana Peru », qu'auprès du Ministère péruvien des Relations Extérieures. Ils disposent de puissants relais politiques et médiatiques au Pérou avec l'appui de députés de gauche acquis à leurs thèses ;
- Des manœuvres constantes sont menées par un groupe de députés de gauche péruviens, composé essentiellement par le trinôme parlementaire Javier Diez Canseco, Alberto Adrianzen et Roberto Edmundo Angulo en plus du journaliste Ricardo Sanchez Serra, avec l'appui de connexions régionales extérieures, (notamment du Chili avec le soutien du député Esteban Silva, Président des soi-disant « associations latino-américaine et chilienne de solidarité avec le peuple saharoui »), résolument décidés à obtenir une révision de la position du Pérou sur la question du Sahara, en étroite connivence avec l'Ambassade d'Algérie à Lima ;
- C'est dans ce même contexte que ces députés péruviens ont tenté de créer un soi-disant « groupe d'amitié parlementaire Pérou/RASD » au sein du Congrès péruvien, tentative mise en échec par notre Ambassade à Lima ;
- L'Algérie maintient une forte présence au Pérou notamment à travers la compagnie « Sonatrach » présente dans ce pays avec des projets d'investissement importants ;
- Le Maroc dispose de l'appui des « fujimoristes », deuxième force politique du pays, qui pourrait accéder au pouvoir en 2016 ;
- La position du Pérou sur la question du Sahara est orientée par l'actuel Vice-ministre des Relations Extérieures, M. José Beraun Aranibar, qui est connu pour sa sympathie en faveur des thèses des séparatistes, en plus de ses liens « très amicaux » avec l'Ambassadeur d'Algérie à Lima, constituant, ainsi, le seul véritable élément capable d'influer sur les décisions gouvernementales, liées notamment à la question du Sahara, en tant que « spécialiste des questions maghrébines et du monde arabe » (ancien Ambassadeur du Pérou en Algérie puis Directeur Général de l'Afrique, du Moyen-Orient et des Pays du Golfe), à commencer par celles du Ministre péruvien des Relations Extérieures, voire même jusque dans l'entourage présidentiel. C'est ce même José Beraun Aranibar qui a reçu, le 15 mars 2012, à peine quelques semaines après sa nomination en tant que Vice-ministre péruvien des Relations Extérieures, le dénommé Yeslem Beissat, soi-disant ancien « ministre » de la pseudo « RASD » chargé de l'Amérique latine, consacrant ainsi le caractère « officiel », voire « symbolique », d'une rencontre avec un représentant de la pseudo « RASD » ;
- Les autorités péruviennes n'ont toujours pas désigné d'Ambassadeur à Rabat, la Mission Diplomatique étant dirigée actuellement par un chargé d'affaires a.i. ;
- Le Pérou est un membre fondateur de l'Alliance du Pacifique, espace pouvant être exploité pour renforcer la présence de notre pays auprès du Pérou ;
- Le Pérou et le Maroc célébreront le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques en 2014. Une telle manifestation, qui se doit d'être médiatisée et préparée dès à présent, est de nature à renforcer la présence du Maroc au Pérou et à retarder tout revirement de position du Pérou sur la question du Sahara. Notre Ambassade a proposé de placer cette célébration sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, ce qui conférerait une forte signification à cet événement.

III/ DECLINAISON DU PLAN D'ACTION GLOBAL 2013 :

I/ Renforcement du partenariat politique :

A/ Au niveau gouvernemental :

1/ Rencontre annuelle des Ambassadeurs marocains :

Afin d'assurer une coordination des actions engagées sur le continent latino-américain dans le cadre d'une stratégie globale, il serait tout indiqué de pouvoir institutionnaliser une rencontre annuelle entre Monsieur le Ministre et nos Ambassadeurs en Amérique latine, soit dans une capitale du continent soit à Rabat. L'avantage de réunir les Ambassadeurs à Rabat réside dans le fait qu'une telle rencontre pourrait compter avec la présence de représentants d'autres Départements ministériels et institutions spécialisées marocains.

2/ Echanges de visites :

Afin de préserver les acquis obtenus jusqu'à présent auprès de plusieurs pays amis et de renforcer la position du Maroc auprès de ceux qui font l'objet d'un réel activisme de la part des séparatistes, il sera souhaitable de susciter des **échanges de visites au niveau gouvernemental, qui soient** plus réguliers entre nos pays de manière à leur permettre de s'enquérir plus largement de la situation politique marocaine, des avancées réalisées ces dernières années, de la place dont il jouit sur la scène régionale et internationale ainsi que de la véritable dimension de la question du Sahara et de la volonté sincère du Maroc de parvenir à une solution politique définitive à ce différend artificiel.

Visites initialement prévues mais reportées :

- Visite du Ministre **salvadorien** des Relations Extérieures en février ou mars 2013
- Visite de la Ministre **colombienne** des Relations Extérieures en 2013
- Visite du Ministre **guatémaltèque** des Relations Extérieures en 2013.

3/ Réunion des Commissions Mixtes :

Dans le but de renforcer le cadre de la coopération, il serait souhaitable de parvenir à la tenue, au cours de l'année 2013, de deux ou trois Commissions Mixtes, sachant qu'elles constituent un instrument de taille dans la préservation et la consolidation des relations bilatérales, notamment avec **l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou.**

4/ Renforcement du cadre juridique de la coopération :

Il s'agira dans le même sens de réactiver les projets d'accords en cours avec plusieurs pays en coordination avec la Direction des Affaires Juridiques.

B/ Au niveau parlementaire :

1/ Echanges de visites :

La coopération parlementaire avec les pays ciblés se doit d'être renforcée par des échanges de visites réguliers.

2/ Tournées de délégations parlementaires marocaines en Amérique Latine :

Aussi, il serait opportun **d'organiser des tournées de délégations parlementaires marocaines dans les pays concernés**. Ces délégations, qui doivent compter avec des membres connaissant la réalité latino-américaine et maîtrisant de préférence la langue espagnole, seraient présidées par les Présidents de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers et serait composées des représentants de plusieurs partis politiques, des Présidents des Commissions des Relations Extérieures et des Droits de l'Homme et des membres des Groupes d'amitié parlementaires avec l'Amérique latine. Le but de telles tournées étant de rencontrer les autorités des parlements nationaux, régionaux et divers partis politiques, afin de remplir au mieux le terrain et de contrecarrer toutes manœuvres des séparatistes.

3/ Réactivation des Groupes d'amitié existant au niveau des Parlements :

Aussi, pour contrer les manœuvres de nos détracteurs de façon plus cadrée, il est important de réactiver et de renforcer les groupes d'amitié parlementaire qui existent au niveau des Congrès des pays ciblés et de procéder à des rencontres régulières avec les différents Députés qui les composent. Dans le même sens, il s'agira de réactiver et de consolider les groupes d'amitié existant au Parlement marocain. L'objectif des contacts qui seront établis serait de parvenir à la **mise en place d'un réseau de groupes de solidarité latino-américain avec le Maroc au niveau de la région dans son intégralité** pour une meilleure coordination des actions à engager au niveau parlementaire.

C/ Au niveau des partis politiques, notamment de gauche :

Une action particulière devra être menée en direction des Partis politiques latino-américains qui restent souvent approchés par les séparatistes. Il s'agira ainsi de renforcer l'action auprès des partis des coalitions gouvernementales tout en accordant la priorité aux partis de gauche, qui sont pour la plupart d'un appui significatif aux séparatistes.

En ce sens, il serait intéressant de prévoir **la tournée, au cours du mois de mai 2013, en Amérique Latine, notamment au Brésil, au Chili, au Pérou, en Colombie, en Argentine et au Mexique d'une délégation de partis de gauche marocains**, composée notamment de représentants de l'USFP et du PPS. Cette tournée devrait susciter des rencontres avec les Commissions des Droits de l'Homme et les bureaux des Relations Extérieures des partis de gauche latino-américains pour les sensibiliser sur la réalité de la question du Sahara.

Cette action en direction des Partis de gauche latino-américains permettrait d'affirmer auprès d'eux une meilleure présence du Maroc. **Il s'agirait également de multiplier les contacts entre partis de gauche marocains (USFP et PPS) et latino-américains au niveau international dans le cadre de l'UIP et de l'Internationale Socialiste.**

D/ Au niveau de la société civile, des ONGs et des Instances spécialisées :

La question des Droits de l'Homme étant un sujet très prisé dans les milieux de gauche latino-américains, il sera nécessaire d'entreprendre une action plus agressive en direction des ONGs, des Associations, Fédérations et représentants de la société civile actifs en la matière, étant donné que les séparatistes exploitent principalement ces espaces pour y véhiculer leurs habituelles thèses mensongères vouées à l'instrumentalisation de la question des Droits de l'Homme. Dans ce cadre, il est possible d'envisager :

1/ Tournée d'une délégation marocaine en Amérique Latine :

Il s'agirait d'organiser **une tournée, en Amérique Latine, au Brésil, au Chili, au Pérou, en Colombie, au Mexique et en Argentine, d'une délégation du Conseil National des Droits de l'Homme, du Médiateur et de l'Instance de Lutte contre la Corruption en juin 2013.** Cette délégation pourrait rencontrer les responsables des Instances spécialisées sur ces thèmes dans les pays ciblés ainsi que des ONGs et les Commissions des Droits de l'Homme aux Parlements nationaux et au sein des principaux partis politiques. Une médiatisation de cette tournée serait de nature à contrecarrer les manœuvres des séparatistes et d'éclairer l'opinion publique sur la réalité du Maroc et de notre Cause Nationale.

2/ Tournée d'une délégation d'élus et de notables de nos Provinces du Sud :

Dans le même sens, il sera tout indiqué d'organiser **une tournée d'élus et de notables de nos Provinces du Sud en Amérique Latine, au Brésil, au Chili, au Pérou, en Argentine, au Mexique, au Salvador et en Colombie,** afin qu'ils puissent rencontrer les responsables d'ONGs, des Commissions des Droits de l'Homme des Parlements nationaux, des Associations, Fédérations et instances spécialisées afin de mieux les éclairer sur la réalité du peuple sahraoui marocain. Il s'agirait de dénoncer la situation dramatique dans les camps de Tindouf et de faire connaître tous les aspects de la question du Sahara et de la régionalisation avancée.

3/ Création de groupes de solidarité avec le peuple sahraoui marocain :

Afin de discréditer les soi-disant « groupes de solidarité avec le peuple sahraoui », il serait opportun de mobiliser des représentants d'ONGs, de groupes associatifs et des personnalités de la société civile des pays ciblés afin de parvenir à la création de **groupes de solidarité soit avec le peuple sahraoui marocain soit en faveur de l'initiative marocaine d'autonomie.**

Pour ce faire, il sera nécessaire d'orienter les actions en direction des Organisations Non Gouvernementales, actives notamment dans le domaine des Droits de l'Homme, en procédant dans un premier temps à leur identification puis à une campagne d'information par la tenue de rencontres régulières.

4/ rencontre entre ONGs et milieux associatifs au Maroc :

Dans le même sillage, un grand rendez-vous des ONGs, des personnalités de la société civile, des Fédérations et des associations latino-américaines actives dans le domaine des Droits de l'Homme pourrait se tenir au Maroc autour d'une **Première Rencontre Internationale Maroc/Amérique Latine sous le patronage du CNDH,** à Rabat, en novembre 2013. Cette rencontre permettrait de parvenir à l'établissement d'un réseau d'ONGs latino-américaines en faveur du Maroc et de débattre de la véritable dimension de la question du Sahara marocain.

E/ Au niveau universitaire, académique et culturel.

Il est nul doute que la percée des séparatistes auprès de certains milieux universitaires et académiques s'est renforcée ces dernières années. Ils trouvent en effet auprès de ces secteurs des espaces propices pour l'organisation d'événements destinés à livrer à leurs thèses

mensongères une meilleure visibilité, notamment auprès des responsables, professeurs et étudiants qui se situent dans l'idéologie de gauche.

Il conviendra ainsi de renforcer la présence du Maroc auprès de ces Universités en multipliant les contacts réguliers et l'organisation de conférences, séminaires, colloques sur tous les aspects du Maroc, autour des thèmes de la question du Sahara marocain, des réformes politiques au Maroc et du patrimoine historique commun, qui entrerait dans le cadre d'une large campagne au niveau régional. Il s'agira également d'encourager les accords interuniversitaires entre les institutions académiques des pays ciblés et l'Université Mohammed V Agdal de Rabat à travers l'Institut des Etudes hispano-lusophones de Rabat.

1/ Création de chaires du Maroc :

Aussi, la création de chaires du Maroc au niveau d'Universités des pays ciblés contribuerait à renforcer l'échange d'informations sur notre pays. En effet, ces chaires permettraient de mettre en place des centres d'analyse, de diffusion et de publication d'informations sur le Maroc. Il s'agirait de les créer principalement au niveau d'Universités pénétrées par les séparatistes afin de réduire leur activisme.

2/ Rencontre d'Universités latino-américaines au Maroc :

Les cycles de conférences, séminaires et colloques qui seraient organisés tout au long de l'année 2013 au niveau de diverses Universités latino-américaines pourraient être sanctionnés par la tenue, au Maroc, d'une **Première Rencontre entre Universités latino-américaines et l'Université Mohammed V Agdal de Rabat**, dans l'objectif de créer un réseau d'Universités favorables au Maroc et de renforcer ainsi la présence du Maroc dans la région. Cette rencontre se déroulerait autour de séminaires, conférences, colloques et ateliers sur divers aspects de la coopération interuniversitaire entre le Maroc et les pays ciblés.

Ces initiatives appelleront à la contribution de la Direction de la Coopération et de l'Action Culturelles.

F/ au niveau médiatique :

Le champ médiatique étant fortement exploité par les séparatistes dans certains pays ciblés, notamment au Pérou, au Brésil, en Argentine, au Chili et en Colombie, avec l'appui de journalistes acquis à leurs thèses, il serait fort opportun de susciter **la visite d'une délégation d'une dizaine de journalistes latino-américains au Maroc et tout particulièrement dans nos Provinces du Sud**. Cette délégation serait composée de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle et viserait à promouvoir une large médiatisation de la question du Sahara dans les pays ciblés. Elle pourrait intervenir au courant du premier trimestre 2013, avec l'appui du Ministère de l'Intérieur.

La Direction de l'Action Publique et des Acteurs Non Etatiques serait mise à contribution dans la réalisation de ce projet.

II/ Renforcement du partenariat économique et commercial :

A/ Tournée d'une mission commerciale marocaine en Amérique Latine :

Afin de rapprocher nos opérateurs économiques, il serait intéressant de procéder à la **réalisation d'une mission commerciale marocaine en Amérique Latine**, en Argentine, au Brésil, au Chili, au Pérou et en Colombie. Cette mission pourrait être composée du Centre Marocain de Promotion des Exportations (CMPE), de Maroc Export et d'opérateurs des secteurs de **l'agriculture, des pêches, du tourisme, des télécommunications et des énergies renouvelables** pour la promotion des potentialités du Maroc et l'examen des opportunités d'affaires.

Cette tournée serait accompagnée par l'organisation de forums d'Hommes d'affaires. Nos Ambassades seront appelées à impliquer les secteurs économiques de leurs pays d'accréditation, les Chambres de Commerce et tous organismes identifiés.

B/ Création de Chambres ou Comités de commerce avec le Maroc :

Afin d'améliorer les échanges économiques, la création de Comités du Commerce avec le Maroc apparaît comme une initiative intéressante pour disposer d'une base de données sur les opportunités d'affaires entre le Maroc et la région. Ces chambres ou comités seraient de nature à insuffler une véritable dynamique à la mise en relation directe entre opérateurs économiques et à accompagner le renforcement des échanges commerciaux avec les pays ciblés.

C/ Etablissement d'une coopération portuaire :

Il s'agira de cibler les autorités portuaires des pays concernés pour parvenir à la signature d'accords portuaires avec le Port Tanger Med qui pourrait constituer une plateforme pour l'exportation des produits latino-américains vers Afrique, l'Europe et le Monde Arabe.

Dans ce cadre, il serait souhaitable d'organiser **une visite au Maroc d'une délégation composée d'autorités portuaires des pays ciblés** pour des rencontres avec les responsables marocains et des visites au Port Tanger Med, qui pourrait avoir lieu en Octobre 2013.

La contribution de la Direction de la Coopération et de l'Action Economiques sera sollicitée pour le déploiement de ces actions.

III/ Renforcement du partenariat régional :

A côté des processus ASA et ASPA, au sein desquels le Maroc déploie de nombreux efforts afin d'affirmer sa présence et de contrecarrer toute participation des séparatistes, l'action au niveau régional se doit d'être orientée en direction des parlements et organismes régionaux latino-américains, notamment au niveau :

A/ Des parlements régionaux :

L'action en direction du Parlement Andin (Parlandino), du Parlement Centraméricain (Parlacen), du Parlement latino-américain (Parlatino) et du Parlement du Sud (Parlasur) sera renforcée au courant de l'année 2013, sachant que ces structures régionales font l'objet d'un activisme acharné des séparatistes qui tentent d'exploiter ces espaces afin de véhiculer leur thèses mensongères.

Ainsi, le Maroc a déjà entamé des démarches pour l'obtention du statut d'observateur auprès des Parlements où il ne l'a pas encore obtenu, en déployant tous les efforts afin de contrer les manœuvres des séparatistes pour l'obtention également d'un tel statut. Ces efforts

seront consolidés par des contacts réguliers et des échanges de visites avec les autorités de ces Parlements.

B/ Des organismes régionaux :

Dans le même sens, l'action du Maroc se doit d'être renforcée au niveau des structures régionales latino-américaines existantes, telles l'Alliance du Pacifique, la CAN (Communauté Andine des Nations) , la CELAC (Communauté des Etats Latino-américains et des Caraïbes), nouvellement créée, l'UNASUR (Union des Nations sud-américaines), et le SICA (Système d'Intégration centraméricain).

Il s'agira d'encourager la participation du Maroc au sein de ces organismes en qualité d'observateur et d'obtenir un statut d'observateur auprès des organismes qui le permettent. Des démarches ont été engagées auprès de la CAN. L'Alliance du Pacifique et le SICA pourraient constituer des espaces propices à une meilleure présence de notre pays dans la région. La CELAC et l'UNASUR ne prévoient pas pour l'heure le statut d'observateur, sachant qu'il est possible toutefois de participer à certaines de leurs activités, lesquelles devront être identifiées par nos Missions diplomatiques.

Il va sans dire que la réalisation de ces actions nécessitera la mobilisation par le Département des moyens financiers adéquats à même de permettre leur concrétisation.